

La Rencontre Socialiste de Grenoble (30 avril-1er mai 1966)

Michel Hollard

Professeur honoraire Université Pierre Mendès France – Grenoble 2

13 juin 2014

Note pour la journée d'étude « Mendès le Grenoblois » (Institut d'études politiques Grenoble)

L'appel

La « Rencontre Socialiste de Grenoble » s'est tenue les 30 avril et 1er mai 1966 à Grenoble, à l'appel d'un certain nombre de personnalités

Docteur Armogathe (démocratie nouvelle – Marseille)

Pierre Bérégovoy (secrétariat national du PSU)

M. Bernardin (Cercle Tocqueville Lyon)

Michel Bertin

Maurice Bertrand (Courrier de la république)

Nicolas Boulte (Jeunesse universitaire chrétienne)

Jean Chaintron (Débat communiste)

Jean Daniel (Nouvel Observateur)

Jean-Marie Domenach (Esprit)

Maurice Duverger

Robert Fossaert

Jacques-Antoine Gau (ass. Jeunes cadres)

Jean-Claude Gillet (ESU)

Bernard Lambert

Pierre Lavau (Citoyen 60)

Pasteur Jacques Lochard (Christianisme social)

Serge Mallet et Gilles Martinet (PSU)

Martine Michelland (ancienne vice-présidente de l'UNEF)

Georges Montaron (Témoignage chrétien)

Alain Savary

André Salomon

Georges Servet (pseudonyme de Michel Rocard)

Certaines de ces personnes ont signé cet appel à titre personnel tandis que d'autres mentionnaient explicitement leur appartenance à un parti (le PSU), à un « club[□] » (Citoyens 60, démocratie nouvelle, Tocqueville), à une publication (Christianisme social, Esprit, Nouvel Observateur, Courrier de la république, Témoignage chrétien, débat communiste), à un mouvement de jeunesse (ESU, UNEF, JUC, jeunes cadres).

Au-delà des étiquettes affichées, les courants politiques représentés de fait lors de cette rencontre étaient le courant alors majoritaire du PSU, un nombre significatif de clubs, des militants syndicalistes, CFDT, minoritaires CGT (Le Brun) de FO (Cottave), agriculteurs (B. Lambert), des minoritaires du Parti communiste, de la SFIO (G. Brutelle, F. Leenhard, R. Quilliot,...). Les « mendésistes » figuraient dans le comité d'appel (P. Bérégovoy, M. Bertrand) et, comme on le sait, une place essentielle fut réservée dans les débats à Pierre Mendès France qui put intervenir longuement après les rapporteurs et lut la déclaration finale de la rencontre.

Le succès de la rencontre (près de 500 personnes venues de la France entière), sa couverture médiatique en font un événement important dans le rapport entre Grenoble et Pierre Mendès France, moins d'un an avant son élection comme député de la deuxième circonscription de l'Isère¹.

L'origine de la rencontre

La faiblesse et le discrédit de la SFIO, l'échec de l'opération Defferre, la création de la FGDS, les colloques socialistes de la SFIO.

Voir sur ce point [Mossuz J. 1966]

M. Marc Paillet insiste sur la nécessité de combiner " le combat immédiat et les délais de maturation " et il estime qu'il n'est " ni tactique sans principe, ni principe désincarné ".

Il ajoute : " Je suis chargé de vous apporter le salut de François Mitterrand à qui vient d'être confié par le comité exécutif de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste le soin de mettre sur pied sous sa responsabilité et de diriger l'équipe formatrice du contre-gouvernement.

" François Mitterrand m'a indiqué qu'il apprécie comme positifs les efforts qui sont accomplis ici, comme, d'une manière générale, tout ce qui peut contribuer au renforcement de l'unité de la gauche et à l'élaboration des idées créatrices qui inspireront l'urgent et indispensable programme de gouvernement. L'unité des forces républicaines de progrès a été l'un des ressorts essentiels de l'action qu'il convient de mener. Dans le domaine de l'élaboration du programme, donc dans celui de la préparation du combat électoral et de la mise au point du gouvernement de progrès, des pas en avant décisifs sont actuellement accomplis. Cette convergence des efforts doit être maintenue et renforcée et la représentation de la convention des institutions républicaines à cette rencontre n'a pas d'autre sens. "

Quel programme pour une marche vers un socialisme adapté aux conditions de la période ?

Pourquoi Grenoble ?

□ Ces « clubs » s'étaient retrouvés à Vichy en 1964, aux « assises de la démocratie » dans lesquelles le club Jean Moulin jouait un rôle important. Voir à ce sujet [LAVAU G. 1965] et [CAYROL R. et LAVAU G. 1965].

1 On trouvera une présentation du rôle de PMF à cette rencontre dans les contributions de Jean-Louis Quermonne et Jean Verlhac in [Chêne J. et alii 1990] ainsi que [Mossuz J. 1966]

« Grenoble est le lieu où, lors des dernières élections municipales, les couches nouvelles ont su rencontrer les hommes de la tradition socialiste pour affronter et surmonter les problèmes posés par le développement d'une ville jeune et en croissance rapide² ».

En fait l'enjeu national à court terme est de savoir autour de qui et sur quelle base se feront les regroupements annoncés après la tentative manquée de l'opération M. X et la création de la FGDS.

10 jours auparavant Hubert Dubedout avait rencontré PMF pour lui proposer d'être candidat aux législatives à Grenoble (idée qui était « dans l'air depuis au moins mars 1966 la décision finale étant prise au cours de l'été 66)

L'organisation de la rencontre

La séance d'ouverture, présidée par le docteur Salomon (*Débat communiste*) fut consacrée à la présentation des trois rapports introductifs. Après un exposé inaugural de Serge Mallet, Maurice Duverger parla de «La démocratie dans l'Etat socialiste», Pierre Lavau du « Plan et du marché en économie socialiste », Georges Servet des « Voies de passage au socialisme ».

L'après-midi de samedi fut l'occasion d'une discussion générale en assemblée plénière présidée par Claude Bernardin (Cercle Tocqueville). Six commissions travaillèrent ensuite sur les rapports jusqu'à une heure avancée de la nuit. Dimanche matin les rapporteurs vinrent présenter les conclusions des commissions et la discussion générale se poursuivit sous la présidence de Pierre Bérégovoy (P.S.U.).

En fin d'après-midi, la présidence fut confiée à Pierre Mendès France assisté de Marcel Gonin (C.F.D.T.), Robert Cottave (F.O.) et Bernard Schreiner (ancien président de l'U.N.E.F.) et des membres du Comité d'Initiative. Les conclusions du colloque furent présentées par Serge Mallet et Pierre Mendès France prononça le discours de clôture et donna lecture de la déclaration finale.

Le groupe préparatoire de Grenoble.

On a une trace d'une réunion, le 10 mars 1966, du « groupe de préparation de la rencontre socialiste de Grenoble ». Y étaient présents des membres de la CFDT (Montergnole, Genas, Mas, Roig), des universitaires (Llau, Maillet), un membre de Citoyens 60 (Hossenlop), des membres du PSU (Boulloud, Verlhac, Videcoq, Serratrice, Hollard, Tain). Une réunion plus large était prévue le 16 avril, avec des rapporteurs grenoblois pour présenter les rapports nationaux : démocratie dans l'Etat (Montergnole), planification et marché (Roig et Mas), secteur public, secteur privé (Videcoq), la gauche et la monnaie (Llau), fondements d'une politique internationale (Maillet). De plus, un groupe spécifique est prévu pour travailler sur la question de la démocratie dans l'entreprise (Lefort, Genas, Ollier, Serratrice). Il est chargé de discuter des rapports de la rencontre en tenant compte «des conclusions du colloque sur la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et des conflits survenus dans les entreprises de la région».

Les rapports présentés

Nous n'avons pas trouvé de documents indiquant comment, et par qui, les cinq rapports présentés ont été élaborés. Aucune signature ne figure sur les textes présentés dans le numéro spécial de *citoyens 60*. Ce que l'on sait c'est que ces rapports ont été présentés de manière synthétique par trois rapporteurs (Maurice Duverger, Georges Servet alias M. Rocard, Pierre Lavau). Ce travail de préparation a été effectué sans consultation des comités locaux, leur discussion étant l'objet en fait des différentes commissions qui se sont réunies dans la soirée du samedi 30 avril. C'est donc une manifestation localisée et organisée à Grenoble mais entièrement conçue au niveau national par les

2 Pierre LAVAU in [CITOYENS 60 1966]

représentants des clubs et du PSU.

Le rapport présenté par Maurice Duverger sur « la démocratie dans l'état socialiste » se place dans la perspective d'un système socialiste installé et considère que si le socialisme est une condition nécessaire à la démocratie pour échapper à la « ploutocratie », il n'en est pas une condition suffisante (quiconque détient du pouvoir est porté à en abuser, les contradictions entre couches sociales et les conflits subsisteront et devront être réglés dans le pluralisme des partis). Toutefois le rapport insiste sur le danger représenté par les appareils des partis et contient une prise de position en faveur du régime présidentiel comme contrepoids aux appareils (Citoyens 60 p.18). « La nécessité de faire appel à des candidats populaires oblige les états-majors des partis à tenir compte des préférences des citoyens [...] Un certain frein est mis ainsi au monolithisme partisan. [...] Le risque est grand de voir le parti socialiste balancer tantôt à gauche et tantôt à droite... L'élection au suffrage universel tendra naturellement à limiter ces oscillations et à fixer les socialistes dans l'alliance de gauche ».

Georges Servet présente une synthèse des trois rapports sur « les voies de passage au socialisme ». Le rapport sur les voies de passage au socialisme est très représentatif de la démarche adoptée : partir des « valeurs » du socialisme et s'interroger ensuite sur les moyens les meilleurs pour les mettre en œuvre, la discussion portant alors essentiellement sur ce dernier point. C'est dans ce cadre logique qu'est posée la question des nationalisations, qui ne sont pas dans cette perspective une fin en soi, d'autant plus que l'Etat dispose déjà de moyens d'action puissants pour diriger l'économie. « Du point de vue de la rationalité des choix, de la production à l'échelon des entreprises et dans un état donné de la demande et de la concurrence, il est à peu près indifférent que l'entreprise soit publique ou privée dès lors que le pouvoir politique est en mesure d'assurer le respect des règles économiques tracées et de maîtriser le financement des investissements³ ».

Le rapport de Pierre Lavau met notamment l'accent sur la répartition des revenus « Les stimulants matériels indispensables à l'activité de chacun garderaient leur vigueur avec une échelle de revenus individuels ramenée d'ici quinze à vingt ans à environ de un à cinq ou même de un à trois... Une structure plus homogène des revenus corrigerait à elle seule une grande part des aberrations constatées dans la hiérarchie des besoins auxquels s'adressent les entreprises... Il ne servirait à rien d'assigner dans le plan une priorité aux logements populaires ou aux activités de loisirs du plus grand nombre si la demande solvable restait écartelée entre le minimum vital et des revenus très élevés. » Ce seront finalement les questions de la nature de l'Etat, de l'organisation des pouvoirs, des rapports public-privé, de la répartition qui seront au centre des discussions.

Les débats⁴

La question des institutions traitée par le rapport Duverger fera l'objet d'une critique par Pierre Mendès France (voir plus bas). Les questions les plus discutées ont été celles des nationalisations, de la décentralisation, de la démocratisation des entreprises, de la répartition des revenus, de la technocratie.

Nationalisations

La position des rapporteurs se différencie de celle avancée peu de temps avant, le 31 mars 1966, par Guy Mollet, qui déclarait que « le socialisme trouve, plus que jamais, sa justification dans la société contemporaine. Le secrétaire général de la S.F.I.O. constate que les auteurs du livre le Socialisme et l'Europe (des membres du club Jean-Moulin qui ont choisi pour pseudonyme le nom de Claude Bruclain) se réclament du socialisme moderne en considérant comme un mythe l'appropriation collective des moyens de production : pourquoi parler du socialisme lorsqu'il s'agit

3 Rapport « le plan et le marché dans l'économie socialiste » [Citoyens 60 p.24]

4 Cette présentation est faite à partir des comptes rendus de Raymond Barrillon (Le Monde) et de Tribune socialiste.

de tout autre chose ? » (Le Monde 31 mars 1966). On retrouve une position analogue au sein du parti communiste et au sein même de la rencontre avec l'argumentation des oppositionnels du PCF proposant une annexe au rapport sous le pseudonyme de Jean Dru : « Pour tous ceux qui ne voient pas dans l'État un facteur autonome de progrès, qui raisonnent en termes de forces sociales et de rapport de forces, la thèse d'un socialisme respectueux de la propriété privée des moyens de production ressortit aux tentatives de « noyer le poisson » ».

Gilles Martinet, alors secrétaire général adjoint du P.S.U., maintient lui aussi que le socialisme c'est la socialisation des moyens de production et d'échange. « Il ne faut pas franchir le pas immense qui consisterait à croire que le marché peut jouer dans un système socialiste un rôle primordial. » Il réclame la nationalisation des banques d'affaires. Pierre Le Brun (minoritaire CGT) se prononce, tout comme le groupe Jean Dru, en faveur de l'appropriation publique des moyens de production et il taxe de " néo-libéralisme " la démarche qui a été suivie par Pierre Lavau lorsqu'il a présenté son rapport sur le plan et le marché.

Robert Fossaert en revanche, rendant compte des discussions relatives au texte sur la gauche et la monnaie, évoque la nationalisation des entreprises et plus particulièrement celle des banques privées, et déclare notamment à ce sujet : " Si l'État rassemblait ce qu'il possède par des intermédiaires, il deviendrait le premier actionnaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas... La principale banque d'affaires française c'est l'État... » La question des nationalisations reste donc une question ouverte, le rapporteur de la commission « secteur public - secteur privé » conclut que la réflexion devra être poursuivie sur ce point. Pour sa part Jean Bénard considère que l'extension des nationalisations est une condition nécessaire à l'établissement du socialisme.

Décentralisation

Cette question est abordée en assemblée plénière par Hubert Dubedout dans son discours d'accueil « Il y a dans ces textes un grand vide en ce qui concerne la vie régionale, étant bien entendu que je ne me réfère pas à la parodie de vie régionale que nous connaissons actuellement. Vous faites l'étude des structures d'un Etat socialiste et vous risquez de tomber dans le piège de l'Etat centralisateur... »

Michel Phlipponneau (Rennes) regrette lui aussi que la rencontre de Grenoble ait laissé de côté un certain nombre de problèmes concrets qui intéressent la commune et la région. Il insiste sur la nécessité d'une décentralisation authentique qui n'a rien à voir avec la simple déconcentration actuelle. Il souhaite qu'un colloque se tienne prochainement en Bretagne pour étudier les problèmes de la régionalisation. Ce sera du reste le thème des colloques suivants basés sur le rapport de M. Rocard « Décoloniser la Province ».

Démocratisation des entreprises

La rapport « plan et marché » déjà cité distingue une « gestion professionnelle » et une « gestion collective » des entreprises en affirmant que ces deux modes ont leur place et seront de fait en concurrence.

Gilbert Mathieu se prononce en faveur de certaines appropriations collectives des moyens de production et d'échange lorsque cela apparaît strictement nécessaire et conclut qu'il ne peut y avoir de socialisme dans l'entreprise s'il n'y a pas participation à la gestion, même si l'on doit discuter des modalités de cette participation.

Georges Videcoq (Grenoble) trouve également que les rapporteurs sont bien timides au sujet de la participation des travailleurs à l'entreprise. Une note rédigée par « un groupe de Grenoblois » issu du comité grenoblois de préparation à la rencontre proposait un schéma d'analyse très détaillé de ce que pourrait être la démocratisation de la vie de l'entreprise socialiste avec des questions portant sur le niveau de l'appropriation collective des moyens de production, sur les structures à mettre en place dans les entreprises et la dualité entre rôle gestionnaire et rôle de contestation nécessaire des

syndicats.

Technocratie

Serge Mallet (P.S.U.) explique la signification et les objectifs de la rencontre. " Il n'est pas vrai que nous ferons des citoyens conscients avec des producteurs qui se désintéressent de la gestion de leurs entreprises. Il n'est pas vrai que nous passionnerons les Français contre le " pouvoir personnel " si nous les habituons à abandonner à d'autres qu'à leurs mandataires directs la gestion de leurs groupes d'habitation, de leurs écoles, de leurs centres commerciaux, de leurs usines. Il n'est pas vrai que nous amènerons à s'intéresser à la vie politique des gens qui n'auront pas une conscience claire de ce que signifient pour leur vie quotidienne les décisions macroéconomiques qui modèlent aujourd'hui leur avenir pour vingt-cinq ans, qui supporteront passivement la vie que leur auront bâtie la spéculation immobilière et les intérêts des industriels. Il n'est pas vrai que nous ferons des militants soucieux de prendre en charge la société si nous leur expliquons qu'il faut laisser aux grands de ce monde le choix de notre destin national ou continental. Le programme de la gauche, celui qu'elle doit tirer de ses défaites successives, c'est qu'il faut dès maintenant engager la lutte pour la transformation démocratique de tous les mécanismes de la société industrielle.

" Grenoble a prouvé que la gauche pouvait entraîner ces jeunes à partir du moment où cette gauche parlait un langage nouveau.

André Philip aborde aussi la question et déclare notamment : " On ne démocratisera les technocrates que dans la mesure où l'on saura techniciser les démocrates. "

Répartition des revenus

M. RENÉ BONETY, membre du bureau confédéral de la C.F.D.T., explique que lui-même et ses amis sont profondément intéressés " par une recherche qui s'efforce de poser le problème du socialisme en notion de responsabilité ".

Il évoque la question de la politique des revenus et déclare : " La condamnation de la politique gaulliste des revenus n'atteint pas le principe même, mais nous ne sommes pas prêts à accepter n'importe quelle politique des revenus. Il n'y aura pas de politique des revenus si elle ne concerne pas l'ensemble des revenus, si nous ne transformons pas profondément la notion même de convention collective. "

Europe

André Philip se déclare convaincu que pour l'avènement du socialisme, le cadre de l'Europe des Six auquel s'ajouterait la Grande-Bretagne est " la plus petite unité possible ". Il ajoute : " Nous ne demandons pas que l'on fasse immédiatement une Europe socialiste, mais nous exigerons que la possibilité ultérieure d'aller vers le socialisme ne soit pas bloquée. "

Claude Bourdet quant à lui se montre plus réticent, en partie au nom de l'unité de la gauche (le parti communiste y est a priori hostile).

Pierre Mendès France

PMF n'aborde pas la question des nationalisations, sans doute parce que sa position est proche de celle des rapporteurs. Les points saillants de ses interventions : priorité au programme, nécessité de respecter les contraintes monétaires, hostilité au régime présidentiel.

Voici les principaux extraits de son intervention [Mendès France 1989 pp 178-187] :

Ménager la FGDS mais rappeler la priorité au programme

" L'entreprise doit réussir si l'union et la coopération ne sont pas des compromis au sommet, des arrangements purement électoraux, donc éphémères, mais traduisent un engagement clair pour une action définie. Pour situer les poteaux des frontières, il n'y a qu'un critère, celui du programme. Aucune ségrégation ne serait admissible si elle conduisait à repousser des concours et des accords qui peuvent être indispensables à la réalisation d'une politique jugée solidaire. À l'inverse, aucune alliance ne serait justifiable si elle associait des hommes ou des partis dont on saurait d'avance qu'ils n'ont pu souscrire aux mêmes engagements devant le pays. "

Monnaie

« Servet et Lavau ont beaucoup insisté sur des vérités fondamentales [...] : la gauche ne doit pas céder à l'inflation, elle ne doit pas se résigner à la hausse des prix même avec l'arrière-pensée de la compenser par la révision des salaires, elle doit garantir la monnaie, elle doit assurer l'équilibre de la balance extérieure. Sinon elle se condamne à l'échec et à la faillite. Ah ! Si les troupes de gauche, si nos militants et nos cadres, si nos gouvernants avaient bien su cela en 1936 et en 1937 ; s'ils avaient su cela en 1945, aujourd'hui nous n'en serions pas où nous en sommes ! »

La participation du citoyen

Pierre Mendès France conteste aussi certaines des analyses présentées par Maurice Duverger dans son rapport sur « Socialisme et Démocratie » et évoque notamment le problème de la participation du citoyen et surtout sa position en faveur du système présidentiel.

" La vie politique, selon le rapporteur, se résumerait peu à peu à l'élection du chef de l'État sans que le programme joue un rôle décisif. Peu à peu, on risquerait de voir la lutte politique remplacée par l'alternance au pouvoir de deux partis presque semblables. Le pays n'aurait pratiquement plus de décisions fondamentales à prendre, celles-ci restant aux mains des professionnels et des spécialistes. Je ne pense pas que des démocrates socialistes dignes de cette double appellation puissent s'engager dans un système de ce genre.

« On nous propose ainsi une sorte d'alternance sans saveur [...] Un véritable gadget institutionnel peu fatigant pour les citoyens. Il suffira désormais que, de temps à autre, une équipe ou l'autre, entraînée par un homme habile, bien financé et sympathique aux téléspectateurs, obtienne leurs suffrages et le pouvoir pour que tout marche tout seul, c'est-à-dire sans le peuple, jusqu'à ce que l'autre équipe y parvienne à son tour, et dans les mêmes conditions » [Mendès France 1989 p 182]

« La franchise parfois brutale des débats qui se sont déroulés devant nous, la sévérité et la rigueur même des témoignages qui ont été apportés ici, ont dégagé chez nous tout (tous?) un optimisme et une joie profonde. Agir ainsi, c'est le seul moyen de sortir la gauche de ses ornières »

Conclusion

Pierre Mendès France et Grenoble

La rencontre socialiste de Grenoble rejoint de manière évidente une préoccupation constante de PMF : donner la priorité aux questions de programme.

Politiquement c'est aussi une manière d'échapper aux contraintes de la SFIO, de la FGDS (il refusera comme le PSU de participer au contre-gouvernement qui sera proposé quelques jours plus tard par F. Mitterrand).

Sur le fond : la question centrale est celle des nationalisations et du rôle du marché dans une économie socialiste. La manière pragmatique de poser le problème par Michel Rocard (dont c'est la

véritable percée politique) et Pierre Lavau correspond bien à l'état d'esprit du GAM (valeurs d'abord, moyens ensuite). Elle suscite encore des réticences au sein du PSU, à Grenoble comme ailleurs, mais la question est posée désormais en des termes nouveaux de rationalité de l'action politique plus qu'en termes de lutte pour le pouvoir entre classes sociales.

« L'esprit de Grenoble » qui est résumé ainsi « approfondir les problèmes difficiles pour leur apporter des solutions, au lieu de les esquiver ou de s'en tenir à des compromis fragiles » (résolution finale) est alors de se méfier des mythes et des solutions toutes faites. Cette manière de voir correspond bien à une population de cadres dont la culture scientifique et technique est importante, plus que leur connaissance du marxisme et de la sociologie. La présence de PMF a fixé cette image. Une fusion s'est confirmée entre l'image de Grenoble, incarnée par la municipalité Dubedout, et celle d'une gauche cherchant des voies nouvelles indépendamment de ce qui pouvait se concevoir au niveau national à la SFIO, à la FGDS ou au Parti communiste. Cette fusion des images se confirmera encore plus lors de l'élection législative de 1967 avec la candidature de Pierre Mendès France à Grenoble.

Pour terminer on peut se demander ce que pourrait représenter un 50ème anniversaire de cette rencontre en 2017. Le contexte est certes différent.

Pour autant, un certain nombre de questions ne se posent-elles pas ?

Les partis politiques de gauche répondent-ils aux aspirations des militants engagés dans diverses actions concrètes ?

A-t-on aujourd'hui une idée cohérente d'un programme d'action à moyen ou à long terme ?

Quelles institutions locales, nationales, européennes ?

Quelle vision a-t-on du travail aujourd'hui ?

Comment maintenir une solidarité entre les différentes catégories sociales, entre les nations ?

Quelle politique face au changement climatique, à l'emploi, aux disparités de revenus ?

Les alliances politiques grenobloises, dans la ville centre et dans la métropole, annoncent-elles des changements au niveau national ?

Qui seraient les Lavau, Servet-Rocard, Mendès France de la rencontre de 2017 ?

Bibliographie

Cayrol Roland, Lavau G. 1965 « Les clubs devant l'action politique » *Revue de science politique* 15ème année pp 555-569

Mendès France Pierre. 1989 *Œuvres complètes* Tome 5 Gallimard

Chêne Janine., Aberdam E., Morsel H. 1990 *Pierre Mendès France – la morale en politique* PUG
Citoyens 60 Numéro spécial 1966 *La rencontre socialiste de Grenoble*

Lavau Georges. 1965 Les clubs politiques *Revue de science politique* 15ème année pp 109-113

Mendès France P. 1989 *Œuvres complètes* Tome 5 Gallimard

Mossuz Janine 1966 La rencontre socialiste de Grenoble *Revue de science politique* 16ème année
n°5 pp 967-974

Documents disponibles : liste des participants, liste des membres du comité de Grenoble, rapport
d'un « groupe de Grenoblois »